

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

FRANCISATION DES IMMIGRANTS AU QUÉBEC : Un enjeu crucial pour 76% des Québécois révèle un sondage Léger

Montréal, le 23 avril 2018 – La Fondation Lionel-Groulx et le Mouvement national des Québécoises et Québécois (MNQ) dévoilent aujourd’hui les résultats préoccupants d’un sondage sur la francisation des immigrants réalisé par la firme Léger du 23 au 26 mars dernier, auprès d’un échantillon représentatif de 1021 résidents du Québec. En novembre dernier, la vérificatrice générale du Québec rapportait que la francisation des immigrants était un véritable échec. D’ailleurs les commentateurs étaient quasi unanimes à parler d’un véritable fiasco des programmes de francisation de la part du gouvernement. La Fondation Lionel-Groulx et le MNQ ont donc commandé un sondage auprès de la firme Léger pour prendre le pouls de la population sur cet enjeu majeur.

Cinq mois plus tard, le sondage réalisé témoigne d’une conviction généralisée dans la population: la francisation des immigrants au Québec demeure un sujet crucial pour les Québécois, alors que 76% d’entre eux, dont 85% des francophones, considèrent qu’il s’agit d’un enjeu vital pour l’avenir du Québec.

« Ce sondage exprime un profond attachement des Québécois à la langue française. 54% des Québécois francophones sont pessimistes face à l’avenir de la langue française au Québec », affirme M. Pierre Graveline, directeur général de la Fondation Lionel-Groulx. « Un Québécois sur deux se dit insatisfait du travail du gouvernement et 57% croient que la francisation des immigrants est un échec. Les citoyens disent à leurs dirigeants que la francisation des nouveaux arrivants est une mission essentielle que le gouvernement du Québec ne doit plus négliger et que toute politique d’immigration, quelle qu’elle soit, doit être accompagnée d’une nouvelle politique de francisation beaucoup plus contraignante et beaucoup plus efficace », ajoute M. Graveline.

« Lorsque 84% des répondants croient que la francisation devrait être obligatoire pour les immigrants et que 78% des Québécois admettent que c’est à l’État que revient cette responsabilité, il est évident que la population envoie un message clair à ses dirigeants. » poursuit M. Etienne-Alexis Boucher, président du MNQ. « Le MNQ travaille d’ores et déjà sur ce front, notamment grâce à notre projet des Rendez-vous culturels, qui mettent en contact des immigrants sur le marché du travail avec la culture et l’histoire québécoise, par le biais d’activités de francisation. Fort du succès de 2017, nous planchons déjà à l’expansion de ce programme prometteur avec une nouvelle édition à l’automne 2018. » renchérit M. Boucher.

Les deux organisations, issues de la société civile, sonnent donc l’alarme par la divulgation de ces nouvelles données fraîchement recueillies. Dans un contexte électoral, elles souhaitent que les partis politiques proposent des solutions concrètes pour répondre aux attentes des citoyens. La Fondation Lionel-Groulx et le MNQ, s’attendent à ce que les partis politiques se penchent sur cette question et articulent leur vision sur ce dossier dans leurs différents programmes électoraux. Le MNQ et la Fondation Lionel-Groulx comptent bien assurer un suivi au cours des prochains mois sur cette question trop souvent occultée.

Créée en 1956, la Fondation Lionel-Groulx a pour mission d’œuvrer au développement et au rayonnement de la nation québécoise par la promotion de son histoire de sa langue et de sa culture.

Fondé en 1947, le MNQ est le réseau des 19 Sociétés nationales et Sociétés Saint-Jean-Baptiste, réparties sur tout le territoire du Québec. Il a pour mission de défendre et promouvoir l’identité québécoise, la langue, l’histoire, la culture et le patrimoine.